

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux mesures à prendre pour assurer le libre écoulement des eaux dans les vallées, codifié sous les numéros 48 à 54 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure (J.O. du 16 octobre 1956, modifié par décret n° 60-357 du 9 avril 1960).

Décret du 20 octobre 1937 portant règlement d'administration publique modifié par décret n° 60-358 du 9 avril 1960.

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles modifiée par les articles 42 et 43 de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la défense de la forêt contre les incendies et la prévention des risques majeurs.

II - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour le Préfet dans les trois mois de réception de la lettre recommandée portant déclaration de travaux par les propriétaires de terrains situés dans les zones submersibles, d'en interdire l'exécution ou d'ordonner les modifications nécessaires pour assurer le libre écoulement des eaux ou la conservation des champs d'inondation (article 50 du Code du Domaine Public Fluvial et de la navigation Intérieure).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour les propriétaires de terrains situés dans les zones submersibles, de procéder à une déclaration à la Préfecture, préalable à l'édification de tout ouvrage ou plantation ou à la constitution de tout obstacle (digues, remblais, dépôts de matières encombrantes, clôtures, etc...) susceptibles de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre d'une manière nuisible le champ des inondations (articles 48 et 50 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure). Toutefois, pour les constructions subordonnées à l'octroi du permis de construire, la demande de permis tient lieu de déclaration.

Obligation pour les propriétaires concernés de ne commencer les travaux prévus à la déclaration, qu'après expiration du délai mentionné au 1° (article 50 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure).

Obligation pour lesdits propriétaires de procéder à la modification ou la suppression des installations préexistantes ou régulièrement établies puis reconnues nuisibles après enquête publique, par un décret en Conseil d'Etat, moyennant indemnité de dommage (article 51 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure).

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Néant

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour lesdits propriétaires de procéder à l'édification d'ouvrages, constructions, clôtures ou plantations à condition de respecter les règles établies par les décrets respectifs et de ne gêner en rien le libre écoulement des eaux, la conservation des champs d'inondations ou d'en avoir obtenu autorisation en ce qui concerne la zone d'inondation du Rhin.

Notons que si l'établissement d'un plan de surfaces submersibles n'entraîne pas d'Interdiction générale et absolue de construire, on ne peut dire réellement qu'il y a un "droit de construire" pour le propriétaire, surtout dans les zones A dites de grand écoulement des crues, où l'autorité chargée d'examiner la déclaration prévue à l'article 50 du code du domaine public fluvial peut estimer nécessaire au coup par coup et au regard du libre écoulement des eaux et de la conservation des champs d'inondation d'aller jusqu'à interdire la construction projetée.

III - SERVICE GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE

Direction départementale des territoires de l'Yonne
3, rue Monge – BP 79
89011 Auxerre Cedex